

L'agriculture est la monnaie d'échange des accords de libre-échange

En France s'est développée avec d'énormes entreprises agroalimentaires monopolistiques parmi les plus puissantes au monde (Lactalis, Avril, Danone, Pernod-Ricard, Agrial, ...). Ces entreprises imposent aux agriculteurs leurs cultures, leurs prix, avec leurs méthodes, leurs tailles d'exploitation et les obligent à trimer 80h par semaine pour s'en sortir. Ce sont eux qui vont privilégier tel type d'agriculture parce que c'est plus rentable pour eux. Ils ne se soucient pas de la diversité des cultures. **Il ne peut donc pas y avoir de souveraineté alimentaire en France quand la quasi-totalité de la production agricole est gérée par des monopoles privés.** Ils prélèvent toute la valeur produite par l'agriculteur, transforment les légumes, les fruits, les viandes, les céréales dans leurs usines (en plats, yaourts, compotes etc.) et revendent avec une énorme marge leurs marchandises aux grandes surfaces, qui elles-mêmes prennent un beau billet dans l'opération. **L'agriculture est totalement imbriquée dans la chaîne de production de l'agrobusiness.**

Les entreprises agroalimentaires peuvent continuer à racheter les denrées à très bas prix, sans assurer une marge décente à l'agriculteur pour qu'il survive, pour une raison simple: l'Etat subventionne les agriculteurs à coups de milliards. **Ce sont donc les subventions d'Etat qui permettent à l'agrobusiness d'exploiter au maximum les agriculteurs et de faire des marges énormes.** Comme elles sont en position de monopole privé, elles peuvent faire baisser à leur gré le prix d'achat des denrées et augmenter le prix de vente de leurs marchandises aux consommateurs.

Elles ont déjà capté presque tous les marchés en France et n'ont donc plus de nouveaux profits, ce qui ne plaît pas aux actionnaires. Elles ont dû trouver des solutions pour augmenter leurs profits. **Elles profitent d'abord de l'inflation pour augmenter leurs prix et leurs marges. Ensuite, il y a le marché de l'international.** Par exemple, avec le poulet ukrainien, les fameuses industries de *transformation* français l'achètent au kilo 3 fois moins cher qu'en France et noient la traçabilité en changeant juste l'étiquette ("origine UE" car emballé en Pologne). Et puis elles imposent ce nouveau poulet au client français qui n'a d'autre choix que de l'acheter, vu le niveau de l'inflation.

En plus, elles n'hésitent pas à investir directement dans des usines à l'étranger, comme le fait Lactalis, afin de profiter des bas salaires, en délaissant la production agricole et industrielle française. D'ailleurs, des boîtes comme LDC, qui est le leader français du poulet, vont directement vendre leur viande polonaise sur le marché polonais. **On n'est donc plus du tout dans des logiques d'agriculteurs, comme voudrait nous le faire croire la FNSEA, mais dans des logiques d'entreprises capitalistes en monopole national qui placent leurs billes partout dans le monde pour augmenter leurs profits.**

Mais ce qui rend ces investissements à l'étranger possibles, ce sont les fameux accords commerciaux. Les traités de libre échange signés par l'UE concernent en général des pays ayant une forte agriculture non transformée. Par exemple l'élevage en Nouvelle-Zélande, le poulet et le blé ukrainiens, les fruits chiliens, etc. L'idée étant que les pays se spécialisent sur une production très développée, souvent pour des raisons géographiques ou historiques (l'Ukraine a une des meilleures terres au monde et ses grandes propriétés privées sont issues de la collectivisation stalinienne). Avec les traités de libre échange, **le monde devient un grand magasin pour les industriels qui viennent faire leurs courses de denrées alimentaires dans d'immenses fermes spécialisées par pays (à des prix imbattables), puis les transforment dans leurs grandes usines délocalisées, pour vendre leurs produits à des millions de nouveaux clients et donc acquérir de nouveaux profits.** La France s'est spécialisée dans les exportations de vin et de céréales, et aussi dans les produits transformés dans les immenses entreprises comme Lactalis ou Avril. **Donc le développement des traités de libre échange casse complètement l'agriculture nationale et sur-spécialise la production dans un marché mondialisé.**

Nous dépendons alors pour manger d'énormes flux de marchandises mondialisées que nous pourrions produire sur le sol national. Cette situation, à l'opposé de la souveraineté alimentaire, **nous rend extrêmement vulnérables** aux aléas géopolitiques. Pourquoi dans ces conditions l'UE signe-t-elle autant de traités de libre échange?

Bien au-delà de l'agriculture, il y a des intérêts immenses dans cette spécialisation et dans ces exportations. Les traités de libre-échange sont le résultat de négociations entre deux pays (ou zones commerciales) sur l'ouverture de leurs marchés à de nombreux secteurs profitables à leurs grosses entreprises. Le président français, Macron, vient avec les intérêts des grands industriels monopolistiques, des avions de Dassault, des centrales EDF, des trains Alstom, etc., mais aussi avec son marché intérieur, ses intérêts géopolitiques etc. Prenons quelques exemples.

Dans un accord UE-Inde, Macron a accepté, entre autres, de donner toutes les technologies aéronautiques de Dassault en échange d'investissements et d'une ouverture du marché indien à certaines entreprises françaises. Autre exemple avec le

traité de libre échange entre le Chili et l'UE. Le gros fermier chilien est heureux de pouvoir exporter sa production de fruits en Europe, ce qui lui permettra de faire de nouveaux investissements, de racheter de nouvelles terres, de nouvelles machines, etc. Même logique avec les entreprises minières chiliennes. Inversement, l'industriel européen, lui, est satisfait car peut s'assurer un approvisionnement de fruits et de minerais qu'il va transformer dans ses usines et exporter.

Les petites fermes européennes concurrencées qui vont devoir fermer, de même que les petits industriels chiliens, ne pèsent pas lourd dans la balance. Dans ce sens, on peut dire que **l'État français favorise son industrie lourde dans ces échanges plutôt que son industrie fruitière**, qui est très peu développée. **Et dans cette équation, l'agrobusiness est très importante car elle joue un rôle précieux, celui de pouvoir absorber en la transformant une grande quantité de fruits chiliens** (qui ne seraient jamais consommés par le marché intérieur français) et de pouvoir la valoriser à bon prix dans le monde. **L'Etat français peut négocier avec le Chili des exportations dans les secteurs qui lui sont favorables, parce que l'agro industrie absorbe en grande quantité les fruits chiliens. L'agro-industrie est donc une monnaie d'échange.** On comprend bien que dans ce système, les importations et les exportations sont totalement liées. **Il est dans l'intérêt de l'ensemble de la bourgeoisie française de favoriser la spécialisation de l'agriculture (sur des produits qui n'entrent pas trop en concurrence avec ceux importés) et l'exportation de l'agro industrie. Et il faut faire un maximum d'accords pour maximiser les intérêts des gros industriels de la grande bourgeoisie.**

Donc il faut bien comprendre que derrière la crise des agriculteurs - qui n'est pas juste une question de modèle agricole ou de taxes - **il y a la gestion globale de tous les intérêts des grandes entreprises exportatrices françaises et européennes.** Les traités augmentent la capacité de nos grandes entreprises à exporter, ce qui permet à la suite de négocier de nouveaux traités pour ouvrir de nouveaux marchés et maintenir le fameux "taux de profit". Et l'État français, en tant que bon représentant de la bourgeoisie française, va aussi négocier des gains géopolitiques. C'est un peu leur façon de faire de la diplomatie, toujours et encore au service des très riches en France.

Conséquence de tous ces accords de libre-échange: [50% de ce qu'on consomme en France est importé](#); en 20 ans, la [France a perdu](#) la moitié de ses vergers et environ [332 000 bovins viande et 366 000 bovins lait](#)

Que faire? On comprend, après ce développement, que la bonne question qui se pose à nous, citoyens, est celle-là: Comment faire pour porter atteinte à ces monopoles agroalimentaires privés, qui cherchent à maintenir leur taux de profit, càd développer leurs exportations et donc leur besoin de nouveaux accords de libre échange, et donc la concurrence internationale qui détruit l'agriculture française et notre souveraineté alimentaire?

Il faudrait prendre la main sur ces entreprises et contrôler les marges pour assurer un revenu paysan sans subvention, planifier une diversification de la production agricole au niveau national pour avoir cette fameuse souveraineté alimentaire. **Rien de tout cela ne sera possible en restant dans l'UE**, car les règles du commerce ne sont pas du ressort des Etats selon les Traités, mais exclusivement de l'UE.

>>> **Votons pour les partis du Frexit et de la souveraineté nationale.**

>>> En attendant, **boycottons les Grandes Surfaces pour l'achat des fruits, légumes, lait, fromages, viande ou vin et consommons LOCAL, via les AMAP et les circuits courts.** Les produits ne sont PAS PLUS CHERS (car sans intermédiaires), bien plus savoureux et plus sains. Le circuit court est bénéfique à l'environnement. Il permet d'éviter les emballages, le gaspillage alimentaire (pas de normes de calibrage de la grande distribution) et la pollution des transports.

Carte interactive des circuits courts et AMAP près de chez vous: <http://tinyurl.com/tbmzxwbv>

Sources: https://youtu.be/UYzTNxFMDpU?si=lw31O7OSN43_gur9
<https://m.youtube.com/watch?si=mPqVkAtge4ayw7D9&v=wowM9sXb1sM&feature=youtu.be>